

**Arrêté préfectoral complémentaire n°32-2025-02-18-00003  
relatif à la mise à jour de la situation administrative et au changement d'exploitant,  
pour le site exploité par la société SCA VIVADOUR, route de Nogaro,  
sur le territoire de la commune d'Eauze**

**Le Préfet du Gers,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

DREAL Occitanie - UID65/32			
Courrier reçu le : 21/02/2025			
N° Chrono : 2025-045-AR			
AIOT N° : 0006803829			
			WD

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le décret du 27 novembre 2024, nommant Monsieur Alain CASTANIER, préfet du Gers ;
- Vu** le décret du 10 mai 2024, nommant Monsieur Cédric KARI-HERKNER, secrétaire général de la préfecture du Gers, sous-préfet d'Auch ;
- Vu** l'arrêté ministériel N°DEVP1236050A, du 26 novembre 2012, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2251 (préparation, conditionnement de vins) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel N°DEVP1402942A, du 4 août 2014, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 à compter du 25 octobre 2018) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral, du 18 mai 2006, autorisant la société Les Vignerons du Gerland à procéder à la régularisation de son installation de préparation et de conditionnement de vin et des chais de stockage d'alcool de bouche qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'Eauze ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire, du 2 février 2012, relatif à la surveillance initiale des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique ;
- Vu** l'arrêté préfectoral, du 19 mai 2014, portant sur la surveillance pérenne des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire, du 9 mai 2016, actualisant l'extension du plan d'épandage des déchets, les prescriptions techniques et le classement administratif des activités exploitées par la société Les Vignerons du Gerland, cave coopérative vinicole, sur le territoire de la commune d'Eauze ;
- Vu** l'arrêté préfectoral, du 2 décembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Cédric KARI-HERKNER, secrétaire général de la préfecture du Gers ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance déposé le 8 novembre 2023 par la société SCA VIVADOUR indiquant qu'elle succède à la société CAVES ET VIGNOBLES DU GERS pour l'installation susmentionnée et demandant une mise à jour administrative du site ;
- Vu** les compléments transmis par courriel du 5 novembre 2024 par la société SCA VIVADOUR ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de l'environnement, du 23 décembre 2024, proposant de prendre en compte le changement d'exploitant et la mise à jour de la situation administrative du site par un arrêté préfectoral complémentaire ;
- Vu** le courrier du 27 décembre 2024 informant la société SCA VIVADOUR de la proposition d'un arrêté préfectoral complémentaire et du délai dont elle dispose pour formuler ses observations, conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;
- Vu** l'absence d'observation de l'exploitant dans le délai imparti suite au courrier précité ;
- Considérant** que les prescriptions techniques de l'arrêté ministériel n°DEVP1236050A, du 26 novembre 2012, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime

de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2251 de la nomenclature des installations classées, ne sont pas applicables aux installations existantes à sa date de publication, hormis les articles 27, 34, 37, 38, 39, 40, 58 et 60 ;

**Considérant** que la mise à l'arrêt définitif de l'activité de stockage d'anhydride sulfureux a été effectuée en 2019, soit avant le 1<sup>er</sup> juin 2022, date de modification de la réglementation sur la procédure de cessation d'activité ;

**Considérant** que la mise à l'arrêt définitif de l'activité de stockage d'anhydride sulfureux, le remplacement de deux groupes froids et la mise à l'arrêt de deux groupes froids n'ont pas d'impact sur les activités de préparation, de conditionnement de vin et de traitement des effluents vinicoles qui restent exploitées sur le site ;

**Considérant** que la mise à l'arrêt définitif de l'activité de stockage d'anhydride sulfureux, le remplacement de deux groupes froids et la mise à l'arrêt de deux groupes froids ne sont pas susceptibles de porter atteinte à l'environnement eu égard aux conditions d'exploitation de cette activité ;

**Considérant** que la mise à l'arrêt définitif de l'activité de stockage d'anhydride sulfureux, le remplacement de deux groupes froids et la mise à l'arrêt de deux groupes froids ne sont pas de nature à porter atteinte aux intérêts visés aux articles L. 511-1 et L. 211-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que les prescriptions techniques, relatives au stockage d'anhydride sulfureux, annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mai 2016 susvisé doivent être abrogées ;

**Considérant** qu'il convient d'acter le changement d'exploitant et la mise à jour administrative du site par un arrêté préfectoral complémentaire en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Gers,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> - Exploitant titulaire de l'autorisation

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mai 2016 sont remplacées par la disposition suivante :

La société SCA VIVADOIR, dont le siège social est situé rue de la Menoue à Riscle (32400), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions des arrêtés préfectoraux réglementant les activités exploitées sur son site, à poursuivre l'exploitation des activités de préparation, conditionnement de vins et de traitement des effluents vinicoles sises route de Nogaro sur le territoire de la commune d'Eauze (32800).

La société SCA VIVADOIR est autorisée à exploiter les installations suivantes visées par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique Alinéa	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime*
2750	Station d'épuration collective d'eaux résiduelles industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation.	Installation de traitement d'effluents vinicoles. <u>Débit maximum : 150 m3/j</u>	A
2251-1	Préparation, conditionnement de vins. La capacité de production étant : 1. Supérieure à 20 000 hl/an.	Une installation de production de vin. <u>Capacité de production maximale : 180 000 hl/an</u>	E
1185-2-a	Gaz à effet de serre fluorés [...]. 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Gaz : 246 kg de R407c 556 kg de R134a <u>Quantité cumulée : 802 kg</u>	DC

\* Régime : A (autorisation), E (enregistrement), DC (déclaration avec contrôle périodique).



## **Article 2 - Prescriptions techniques abrogées**

L'article 10.11, relatif à l'installation d'anhydride sulfureux (SO<sub>2</sub>), de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mai 2016 actualisant l'extension du plan d'épandage des déchets, les prescriptions techniques et le classement administratif des activités exploitées par la SCEA les Vignerons du Gerland, cave coopérative vinicole, prédécesseur de VIVADOUR, sur le territoire de la commune d'Eauze, est abrogé.

## **Article 3 - Publication et information des tiers**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- Une copie de l'arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie d'Eauze, commune d'implantation du site, pour y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'Eauze, commune d'implantation du site pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par les soins du maire à la préfecture ;
- L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;
- L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Gers, pendant une durée minimale de quatre mois, et sur le recueil des actes administratifs de la préfecture du Gers.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

## **Article 4 - Notification**

L'arrêté sera notifié à la société SCA VIVADOUR sise Route de la Menoue à Riscle (32400).

## **Article 5 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Gers, la sous-préfète de Condom, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) et le maire d'Eauze, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Auch, le **18 FEV. 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général



Cédric KARI-HERKNER

## **Délais et voies de recours :**

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (le tribunal administratif de Pau, Villa Noubilos – Cours Lyautey – BP 543 – PAU CEDEX) dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

1. par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code susvisé dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.
2. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).